



Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène en Afrique de l'Ouest

organisé par le
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

Ouagadougou (Burkina Faso)
26 au 28 juin 2006

Tome 1 ♦ Rapport de synthèse

SAH/D(2006)563

Novembre 2006

Le Seine Saint-Germain
4, Boulevard des Iles
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Tél. : +33 (0) 1 45 24 89 87
Fax : +33 (0) 1 45 24 90 31
<http://www.oecd.org/sah>

Adresse postale :
2 rue André-Pascal
75775 Paris Cedex 16

*« Forum intergénérationnel sur Gouvernance endogène
en Afrique de l'Ouest »*

Tome 1 ♦ Rapport de synthèse

Unité Gouvernance, Dynamique des Conflits, Paix et Sécurité
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

Chef d'Unité, M. Massaër Diallo,
Massaer.diallo@oecd.org

Chargée de Programme, Mme Gwénola Possémé-Rageau,
Gwenola.posseme-rageau@oecd.org

Chargée de la Coordination logistique, Mme Jamila Yahi,
Jamila.yahi@oecd.org

Stagiaire, Mlle Bintou Ba,
SAH-Consultant1@oecd.org

INTRODUCTION7

HOMMAGES8

1. PRÉSENTATION DU FORUM.....10

 CONTEXTE..... 10

 QUESTIONS CLEFS 12

 OBJECTIFS DE L’ATELIER 12

 DÉROULEMENT DES SESSIONS 13

2. DÉROULEMENT DES TRAVAUX15

 2.1- OUVERTURE DES TRAVAUX 15

 2.2- COMMUNICATIONS INTRODUCTIVES AU FORUM 16

 2.3- ATELIER N°1 : CULTURE, GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT 19

 2.4- ATELIER N°2 : CONFLITS, PAIX ET GOUVERNANCE 24

 2.5- ATELIER N°3 : ÉVOLUTION DES SOCIÉTÉS, SITUATION, RÔLE ET RESPONSABILITÉS DES ACTEURS 29

3. DÉCLARATION FINALE ET CONCLUSION.....36

ANNEXE 1 : ORDRE DU JOUR41

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS.....46

Introduction

Le Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène s'est ouvert le 26 juin 2006, au Centre international de Conférences de Ouaga 2000 à Ouagadougou sous la présidence du ministre de l'Economie et du Développement, M. Seydou Bouda, représentant du Président du Burkina Faso, M. Blaise Compaoré, en présence du représentant du Secrétariat exécutif de la CEDEAO, M. William Kanyirige, du Président du Parlement de la CEDEAO, Professeur Ali Nouhoum Diallo, et du Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), M. Normand Lauzon.

Cette rencontre organisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest du 26 au 28 juin 2006 a permis de réunir quelque 100 représentants 15 pays membres de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) ainsi que de la Mauritanie, du Cameroun et du Tchad ; étaient également présents des représentants de la CEDEAO, de l'Union Africaine, de l'UNOWA, de la BAD, de l'UEMOA et du CILSS ainsi que des pays membres de l'OCDE (Autriche, Canada, France, Luxembourg, Pays Bas et Suisse). Ce Forum était organisé conjointement par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE, le Groupe des Femmes pour la Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest.

HOMMAGES

Les participants au Forum rendent un vibrant hommage à la mémoire des illustres personnalités de la région qui nous ont quittés après avoir apporté une haute contribution aux réflexions et à la détermination de perspectives fécondes du Forum intergénérationnel :

Professeur Joseph Ki-Zerbo du Burkina Faso

(décédé le 4 décembre 2006)

Ambassadeur Saliou Kandji du Sénégal

(décédé le 27 août 2006)

M. David Ndachi Tagne, Journaliste, Cameroun

(décédé le 9 octobre 2006)

1. Présentation du Forum

Contexte

L'idée du Forum Intergénérationnel sur la Gouvernance endogène en Afrique de l'Ouest que le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a organisé du **26 au 28 Juin 2006 à Ouagadougou**, au Burkina Faso, a été formulée dans le cadre d'un Atelier sur la *Valorisation des capacités endogènes de gouvernance en Afrique de l'Ouest* tenu en mars 2005 à Conakry. Les participants, représentants des acteurs divers de la région ont ainsi exprimé le besoin d'approfondir la réflexion sur ses capacités endogènes en réunissant dans une même assemblée, des jeunes, des moins jeunes, des femmes, des porteurs de savoirs et de sagesse afin d'établir un échange entre ces différentes générations en matière de gouvernance.

Pourquoi un Forum intergénérationnel sur la gouvernance endogène ?

Les travaux et les échanges réalisés dans le cadre de l'initiative de Conakry ont montré l'existence d'un héritage important de mécanismes, valeurs, méthodes et approches de gouvernance et de prévention des conflits. Mais ce capital socioculturel et politique est-il toujours bien transmis ? Est-il adapté aux nouveaux contextes et suffisamment partagé par toutes les générations d'acteurs impliqués à divers titres dans la vie de la société et la prise en charge de son devenir ?

Ces questions concernent l'ensemble des sociétés de la région. Les pays membres de la CEDEAO, plus la Mauritanie, le Cameroun et le Tchad constituent un espace réunissant des peuples liés par l'histoire, les langues et les traditions culturelles. Les dynamiques sociales, économiques et sociopolitiques y manifestent aussi une dimension et un impact régional important.

Les principales zones de population jadis isolées les unes des autres se connectent entre elles et donnent naissance à un bassin de peuplement ouest-africain structuré par un réseau de villes en forte croissance dont un grand nombre est situé dans les zones frontalières. Les relations sociales forgées par l'histoire sont désormais ainsi renforcées par une plus grande proximité géographique des populations de la région.

L'héritage politico-institutionnel précédant la formation des Etats-nations post-coloniaux avait été marqué par l'existence de grands ensembles qui ont déterminé sur le plan régional des cadres de cultures communes ou proches, de solidarité, d'échanges économiques, de circulation et d'action au niveau sociopolitique.

On constate également que la plupart des crises et conflits dans certains pays d'Afrique de l'Ouest ont une dimension, des implications et un impact au plan régional.

Le Forum intergénérationnel se situe donc à un niveau régional pour contribuer à une prise en charge des questions de gouvernance et de prévention des conflits à cette échelle.

Ce Forum vise à contribuer à la valorisation du capital d'expériences, de connaissances, d'éthique, de références culturelles et d'énergie de l'Afrique de l'Ouest, en appui à la prévention et à la résolution pacifique des conflits, ainsi qu'à l'émergence de nouveaux modes de gouvernance davantage enracinée dans les réalités de la région et au service de ses populations.

Diverses catégories d'acteurs étaient représentées : les jeunes ; les femmes ; les porteurs de savoir et de sagesse ; les milieux chargés de la gouvernance traditionnelle et actuelle ; les chercheurs ; les créateurs culturels et politiques ; et les institutions régionales et panafricaines (CEDEAO, UEMOA et Union africaine).

Le Groupe de femmes d'Afrique de l'Ouest pour la Prévention des Conflits et la Gouvernance de même que la Coordination de jeunes de la région, issus du Forum des partis politiques, des médias et de la société civile d'Afrique de l'Ouest (juin 2005) ont été impliqués dans la préparation et la tenue de cette rencontre qui regroupera quelque 150 participants en provenance des 15 pays membres de la CEDEAO en plus de la Mauritanie, du Cameroun et du Tchad.

Dans sa forme et son approche, le Forum se traduira par une mise en dialogue et en synergie de la diversité des générations et des composantes de l'espace public et de la société, toutes confrontées aux mêmes défis nécessitant une prise en charge commune à l'échelle régionale. Cette rencontre permettra d'identifier ces défis à partir de l'expérience et de la perception des participants reflétées à travers leurs interventions introductives et leurs contributions. Elle envisagera la manière de s'appuyer sur ces acquis et ces capacités endogènes pour prendre en charge non seulement les défis communs, mais également ceux spécifiques à chaque catégorie d'acteurs et à chaque génération sachant que les problèmes des jeunes et ceux des femmes concernent toute la société et toute la région.

Certains de ces défis sont déjà bien identifiés. Parmi eux, on soulignera :

- **La crise des valeurs** qui interpelle toutes les générations ;
- **La question du savoir et de son rôle** qui ne se réduit pas aux seules préoccupations des chercheurs, des savants, des érudits et des porteurs de sagesse ; le développement en dépend. Cela concerne donc tout le monde en définitive ;
- **Les problèmes de gouvernance** qui ne concernent pas les seuls gouvernants ou les seuls leaders politiques au niveau politique. Ces problèmes ne sont pas simplement d'ordre technique. Ils sont politiques et socioculturels, et comme tels, interpellent tout le monde ;

- **La question de la citoyenneté** qui n'interpelle pas seulement les jeunes mais aussi tous les acteurs de l'espace public, qui ont tous des responsabilités dans la promotion et la consolidation de la démocratie ;
- **Les problèmes de paix et de sécurité** qui ne sont pas l'affaire des seuls gouvernants ;
- **L'extrême pauvreté** qui est un défi majeur pour toute la région ; elle constitue une menace pour la dignité humaine, la cohésion sociale et l'équilibre sociopolitique.

Questions clefs

Une implication de chaque participant dans la réflexion sera nécessaire lors des débats de ce Forum que nous avons voulu très participatif. Les contributions écrites s'inscrivent dans l'axe des questions clefs qui doivent aider à organiser les échanges et à définir des convergences pour l'action :

1. Quelle est l'incidence des dynamiques de transformation en œuvre au niveau des pays et à l'échelle régionale, sur la situation, la place, le rôle et les perspectives des jeunes, des femmes, et des autres composantes de la société ?
2. Quels sont les acquis, les avancées et les capacités sur lesquels les sociétés d'Afrique de l'Ouest peuvent s'appuyer pour relever les principaux défis de la région ?
3. Comment les capacités endogènes au niveau de la région peuvent-elles contribuer à une prise en charge de ces défis aux niveaux politique, social, économique et culturel ?
4. Comment valoriser de manière stratégique l'expérience et l'héritage de ces sociétés en matière de gouvernance, de résolution des conflits et de régulation sociopolitique ?
5. Comment tirer pleinement profit de ces capacités endogènes ?
6. Comment réaliser, dans cette perspective, la synergie des divers acteurs dans l'action ?

Objectifs de l'atelier

Le Forum se fixe les objectifs suivants :

- Décloisonner les expériences et capacités, favoriser une approche régionale une transmission et une valorisation des acquis et du potentiel en matière de gouvernance endogène et de prévention des conflits ;
- Développer une synergie intergénérationnelle contribuant à une bonne transmission, à une actualisation et à une capitalisation des capacités de la région ;

- Définir dans cette perspective des stratégies pour conjuguer durablement les compétences et capacités des diverses générations en vue de relever efficacement les défis préalablement identifiés ;
- Proposer des initiatives pouvant contribuer à l'avènement et à la mise en œuvre d'une gouvernance africaine nantie des capacités de la région et des apports de l'extérieur ;
- Déterminer les rôles et responsabilités de chacune des catégories d'acteurs dans la promotion et la concrétisation de cette approche participative.

Déroulement des sessions



Les travaux de cette rencontre se sont déroulés en plusieurs étapes :

- **La première session** a été marquée par deux interventions introductives en séance plénière inaugurale.
- **La deuxième session** s'est articulée autour de la présentation des trois ateliers qui ont permis de développer un regard croisé sur divers défis, enjeux et perspectives :
 - 1- Culture, gouvernance et développement
 - 2- Conflits, construction de la paix et gouvernance
 - 3- Evolution des sociétés : situation, rôle et responsabilité de leurs diverses composantes
- **La troisième session** s'est déroulée sous forme de trois ateliers simultanés portant respectivement sur les thèmes introduits par la 2ème session.
- **La quatrième session** s'est déroulée sous forme d'une grande plénière de restitution des ateliers.
- **La cinquième session** a permis de faire la synthèse des travaux, des conclusions et des recommandations pour l'action.

Message du Professeur Joseph Ki-Zerbo

Excellences, Honorables invités, chers participants, bienvenue à vous qui, déjà experts et orfèvres ès africanité, venez échanger encore pour apprendre, comprendre et entreprendre.

Au moment où la fuite en avant des médias tend à oblitérer la mémoire, il est juste et heureux de se resituer dans la verticalité et dans la durée du temps. On s'aperçoit alors que les Africains conféraient la primauté non point tant à la cohorte des adultes qu'aux deux pôles, les maillons les plus faibles de la chaîne humaine : les ancêtres et les anciens d'une part, les descendants de l'autre.

Pressé par Askia Mohammed à la fin XVème siècle de se convertir un roi mossi demanda un moratoire afin de consulter les ancêtres sur cette décision. Aujourd'hui encore, certains serments constitutionnels évoquent ou invoquent les ancêtres.

Questionné sur la propriété des terres par les colonisateurs, les Africains répondaient souvent que les vrais propriétaires étaient les ancêtres et les descendants. Ce que les colons se hâtèrent de traduire dans la fameuse formule : « Terres vacantes et sans maîtres ».

Par delà la formule, la réalité demeure sous des formes diverses, par exemple, avec la question du propriétaire éminent.

La problématique africaine du processus des générations met en exergue des réalités, l'initiation et la femme porteuse de vie et d'éducation.

L'initiation avec ses ombres et ses lumières entre les générations était un véritable paradigme du rapport entre elles. Aujourd'hui, elle a cédé la place au vide et au néant.

Quant à la femme, citons l'épisode suivant de « Pionniers du Soudan » par MEYNAUD. Il raconte la résistance héroïque du chef bambara Bandigougou DIARRA à Ouossébougou. Après avoir défendu sa ville case après case, il finit par se faire sauter sur ses réserves de poudre. Les femmes mêmes participaient au combat. Mais, un enfant raconte qu'à la porte du donjon, au dernier moment, sa mère l'a poussé dehors.

Pourquoi ne pas ériger un monument à la femme africaine inconnue qui avant l'immolation collective pour la résistance et pour l'honneur a obéi à l'injonction de l'instinct maternel et du sens de l'histoire : à savoir que par delà le devoir collectif de rébellion et de refus de la soumission, la vie devait continuer pour la jeune génération.

Réinvestir le passé dans le présent pour l'avenir, telle est l'équation des générations. C'est cette équation qu'il s'agit de résoudre.

2. Déroulement des travaux

2.1- *Ouverture des travaux*

Les travaux ont été ouverts sous la présidence de **M. Seydou Bouda**, Ministre de l'Economie et du Développement, représentant Son Excellence, M. Blaise Compaoré, Président de la République du Faso.

Dans son discours introductif, le Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), **M. Normand Lauzon**, après avoir transmis les excuses de M. Charles Goerens, Président du CSAO, dont l'arrivée a été retardée, a salué et remercié les participants d'avoir accepté de prendre part à ce Forum. Il a souligné l'importance d'une telle rencontre au niveau régional pour faire avancer l'agenda de la paix dans la région. Il a insisté sur la nécessité de ne pas faire de ce Forum un événement de plus, mais le catalyseur d'un processus de concertation, de consultation et d'action en faveur de la construction de la paix et de la démocratie en Afrique de l'Ouest.

Expliquant les raisons de l'organisation d'une telle rencontre, il a mis un accent particulier sur les défis démographiques de la région et notamment, la jeunesse de la population. Il a en profité pour souligner la participation active du Groupe des Jeunes dans la mise en place de cet événement. Comme il l'a rappelé, l'Afrique de l'Ouest comptera 100 millions d'habitants en plus d'habitants dans moins de vingt ans. Il a également salué le rôle du Groupe des Femmes d'Afrique de l'Ouest dans la préparation de ce Forum. Pour conclure, il a fait le souhait que ce Forum montre que l'on ne peut pas faire l'économie du passé pour construire l'avenir des sociétés ; que la jeunesse ne doit pas renoncer à ses racines profondes ; que les moins jeunes continuent de transmettre leur expérience tout en étant à l'écoute des plus jeunes ; que les femmes et les hommes ont des rôles complémentaires à jouer au niveau de la transmission de l'expérience, de l'éclairage des prises de décisions, de la construction de la paix et de la consolidation de la démocratie.

Reprenant à son compte l'idée, que l'on ne peut pas construire le présent et le futur sans comprendre le passé, le ministre burkinabé de l'Economie et du Développement, **M. Seydou Bouda** a souligné que le dialogue intergénérationnel permet de capitaliser les acquis sociaux des peuples au profit de la paix et de la démocratie dans la région. Il doit également assurer aux sociétés ouest-africaines une plus grande capacité d'adaptation aux mutations. En matière de gouvernance, le ministre a souligné qu'il serait illusoire d'aspirer à un développement durable en l'absence d'une bonne gouvernance et d'une stabilité politique. Ce Forum constitue donc, selon lui, une étape importante vers la réalisation des aspirations des populations des 18 pays participants.

2.2- *Communications introductives au Forum*

Dialogue intergénérationnel et synergies pour l'avenir, par M. Pascal Baba Couloubaly,
Anthropologue et ancien ministre de la Culture du Mali

La première session introductive a été ouverte par **M. Pascal Baba Couloubaly**, Anthropologue et ancien ministre de la Culture du Mali. Dans son intervention liminaire, il est revenu sur l'intérêt croissant pour la question de l'endogénéité du développement. Selon lui, cette notion, apparue dans les années 1980, correspond à la mise en place des Plans d'ajustement structurels imposés par les institutions financières internationales et les partenaires au développement.

M. Couloubaly est parti du postulat que la mémoire de l'Afrique restait à construire et que ces forces endogènes n'ont pas été suffisamment traversées par des contradictions. Pour lui, l'un des défis de chaque génération est sa capacité à faire une lecture des dynamiques de transformation de la société. Partant de l'idée que l'examen des rapports entre les générations renvoie au maillon même de la culture et notamment à son état de santé, il propose de revenir dans sa communication sur la typologie des socles de son organisation sociale.

- **L'Ethnie** : pour lui, elle est à la base de toute réflexion car elle demeure un concentré de l'Afrique actuelle. Ses valeurs sont représentatives de plus 70% d'Africains, analphabètes et ruraux, contre 20% de lettrés convertis aux valeurs exogènes. Il estime que la structure sociale reposant essentiellement sur l'agriculture facilite la gestion des conflits. Les fêtes agraires qui ont lieu toute l'année selon le calendrier des moissons ont joué la plupart du temps ce rôle de régulateur et de prévention. Pour autant, certains conflits n'ont pu être évités.
- Concernant la verticalité des relations entre les différentes générations, il souligne que pour chaque nouvelle génération, il s'agit d'accéder au pouvoir. Dans une société agricole, où la précarité et la rusticité de l'ensemble des moyens de production ne permettent pas l'accumulation nécessaire à la naissance de classes sociales, ce qui prévaut, ce n'est donc pas le niveau de richesse mais **le pouvoir de l'âge**. La génération est donc un élément plus déterminant que le statut social pour l'accession au pouvoir.
- Concernant le rôle **la parenté à plaisanterie** (sanankunya en bambara) couvrant une partie du Mandé médiéval – équivalent de l'espace actuel de la CEDEAO-, M. Couloubaly émet quelque réserve sur la pertinence de ce mécanisme endogène en matière de prévention des conflits. Il le considère davantage comme un outil de réglementation social plutôt qu'un outil de prévention.

Puis il distingue les grandes étapes de l'histoire de l'Afrique.

1. **L'éthnie** qui se reproduit à travers l'histoire et le mythe ;
2. **L'époque médiévale sur lequel on ne dispose que de peu d'éléments au niveau sociologique et anthropologique** mais qui a duré à peu près 500 ans. Il s'agit de l'époque de la traite des esclaves ; de la conversion des princes à l'Islam ;

3. Les empires théocratiques ;

4. La colonisation.

Ce qu'il constate c'est qu'au cours de ces différentes périodes, les idées ont évolué mais la structure sociale n'a pas beaucoup changé. Concernant la période post-coloniale, c'est la force des débats idéologiques qui ont permis des changements politiques, les combats pour l'indépendance, les débats sur les valeurs opposants les cadets aux aînés.

- Il constate depuis les années 1980 une certaine liquéfaction des générations. La question des droits de l'homme solennisée par les pays occidentaux a détourné le débat idéologique africain.
- Il considère qu'aujourd'hui, nous sommes dans l'étape démocratique, où on a voulu faire croire aux Africains, qu'il suffisait de la démocratie et des droits de l'homme pour avancer.
- Il estime par ailleurs que les intellectuels africains ont une responsabilité car au lieu de réfléchir à leurs propres préoccupations, ils se sont tournés vers des débats juridiques et économiques exogènes.

En conclusion, il estime que la société africaine souffre aujourd'hui de deux maux :

- *Un problème de valeurs* : l'Etat africain n'est bâti que sur l'argent ; les ethnies ne s'intéressent qu'à ce qui leur revient. Il y a une perte de sens. Il n'y a pas de combat programmatique.
- *Un problème de langue* : les Assemblées nationales ne parlent pas la langue des populations qu'elles représentent. L'Etat africain se reproduit en anglais et en français.

Citant Franz Fanon : « Toute génération accomplit sa mission ou la détruit », il conclut sur une question : quel l'idéal allons-nous laisser aux jeunes ?

Jeunesse, Gouvernance, Paix et Démocratie en Afrique de l'Ouest, par M. Mody Ndiaye,
Coordination des jeunes d'Afrique de l'Ouest

M. Mody Ndiaye a présenté le document de travail sur le thème : « Jeunesse, gouvernance, paix et démocratie en Afrique de l'Ouest », préparé par la Coordination des jeunes sur la gestion des conflits, la paix et la bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest, issue du Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile de Cotonou.

Il identifie les défis spécifiques de la jeunesse ouest-africaine à savoir l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle ; la question de l'identité et de l'insertion des jeunes dans la société ; la place des jeunes dans le processus de démocratisation ; la crise des valeurs et les risques sanitaires, notamment liés au Sida.

Il met un accent particulier sur l'aspect démographique en insistant sur la part importante que représente la jeunesse en Afrique ; plus de 45% de la population à moins de 15 ans. Il invite la société toute entière à prendre considération cette question. Selon lui, une meilleure intégration

de la jeunesse dans la société passe par la promotion de la formation, l'éducation, et l'encouragement des jeunes à développer des valeurs collectives et un dialogue intergénérationnel. Il souligne également la nécessité d'impliquer davantage les jeunes dans la recherche de solutions.

Reste à savoir comment transformer ce poids que représente aujourd'hui la jeunesse ouest-africaine difficile à gérer pour la société en un potentiel conséquent pour la paix et le développement de la région ?

2.3- *Atelier N°1 : Culture, gouvernance et développement*

Contexte

L'Atelier N°1 sur le thème « Culture, Gouvernance et Développement » présidé par **M. Adamou Djam Njoya** du Cameroun a réuni une trentaine de participants. Trois communications avaient permis d'introduire la problématique de cet atelier : celle de M. Couloubaly (Mali), où il a fait une lecture des dynamiques de transformation de la société ouest-africaine ; celle du Professeur Asiwaju (Nigeria) où il a mis en exergue la nécessité de réformer le système éducation en Afrique de l'Ouest et enfin celle de M. Raymond Weber (Luxembourg) qui est parti du postulat que la culture est développement. A partir de ces trois communications, les participants à l'Atelier N°1 ont mis l'accent sur plusieurs thèmes, notamment les défis liés à l'éducation ; la crise du leadership ; la gestion des savoirs ; la culture au centre du développement.

Communications introductives

Place et rôle de l'éducation dans la transmission des acquis et le développement des capacités des sociétés africaines, par le Professeur Asiwaju

Dans son intervention, **Professeur Asiwaju** remarque que si l'approche régionale est aujourd'hui au centre de nombreuses rencontres et fora, elle ne suscite toujours guère l'intérêt des décideurs politiques et des élites qui souhaitent conserver leurs prérogatives au niveau leur Etat-nation, notamment en matière d'éducation.

Pour pallier cette situation, il propose une réforme majeure du secteur éducatif qui permettrait non seulement une remise à niveau mais également une mise en réseau des institutions nationales. Il suggère ainsi de créer de nouvelles infrastructures du savoir au niveau régional ayant pour vocation de former les nouvelles générations dans le secteur tertiaire, en s'inspirant de celles qui existent en Europe, notamment à Florence (Italie) ou à Scheldt (à la frontière entre la Belgique et les Pays Bas).

Une expérience similaire a vu le jour en 2005 au Nigeria, l'African University Institute, dans l'Etat d'Ogun. Il s'agit, souligne-t-il d'un institut de recherche et de formation privée 2005 offrant des cursus axés autour des problématiques régionales (zones transfrontalières, processus d'intégration...), sur le modèle de l'institut de Florence.

Professeur Asiwaju se félicite de constater que l'initiative conjointe UNESCO/CEDEAO lancée au début des années 90 facilitant la rencontre des chercheurs au niveau régional, venait d'être réactivée. Il rappelle par ailleurs, qu'à l'occasion de la 11^{ème} Conférence générale de l'Association des Universités africaines qui s'est tenue en 2005 en Afrique de Sud, l'accent a été mis sur la

nécessité de développer des réseaux transnationaux d'éducation qui seront des indicateurs pour l'enseignement supérieur en Afrique dans le futur. A cette occasion, le Président Thabo Mbeki a appelé les universités « à jouer un rôle prédominant dans les processus de transformations dans les domaines de la paix, de la sécurité et l'allègement de la pauvreté en Afrique ». Professeur Asiwaju espère que ces différents messages auront bien été reçus par l'ensemble des vice-chanceliers et recteurs des principales universités africaines présents et que l'idée de créer une infrastructure de la connaissance pour l'Afrique de l'Ouest deviendra un jour une réalité.

Culture, Gouvernance et Développement, par M. Raymond Weber, directeur de Lux-Coopération

A l'heure où le développement est davantage traité comme une question technique appelant des réponses techniques, **M. Raymond Weber** propose une lecture différente qui replace l'homme au coeur du débat et insiste sur la place essentielle de la culture dans le développement.

Son premier postulat est que la culture au sens large, au sens anthropologique est développement. Cela permet de considérer la culture comme un droit, comme un processus, comme une transversalité. Or, ce nouveau paradigme est loin de faire l'unanimité au sein de la communauté du développement. Il a été développé par l'UNESCO dans la Convention sur la protection de la diversité (2004) et le PNUD dans son Rapport annuel 2004. M. Weber insiste sur l'importance de ce dernier Rapport qui a permis de faire sortir ce paradigme du seul champ des « culturels » pour en faire un enjeu dans les milieux économiques, financiers et politiques. Dans cette perspective et en plaçant l'humain au centre du développement, il ne s'agit plus, précise-t-il, de lutter plus contre la pauvreté mais d'essayer d'augmenter la richesse humaine.

Puis il en vient au lien entre gouvernance démocratique et culture. Selon lui, la culture apporte une dimension supplémentaire dans la gouvernance démocratique, la dimension éthique. Elle permet également de remettre au centre l'autonomie du sujet, ainsi que celle de tous les acteurs. Il insiste également sur les capacités endogènes propres à l'Afrique pour repenser la gouvernance démocratique. Il rappelle les instruments traditionnels de médiation de même que les mécanismes endogènes développés dans le passé comme la Charte du Mandé (1222) ou la Charte de Kurukan Fuga (1236), qui abordaient les questions de l'abolition de l'esclavage, la prévention des conflits, l'organisation sociale et la préservation de la nature, de même que tous les travaux réalisés par les Africains eux-mêmes sur cette question.

Enfin, il se demande si à partir de ce nouveau paradigme culture, développement et gouvernance, de nouveaux modèles, de nouvelles pratiques sociales et culturelles, et de nouvelles solidarités ne sont pas à inventer. La culture doit être là pour nous pousser au changement, pour nous poser des questions qui nous dérangent, un invariant mutant qui nous fait tout avancer. Et de conclure: la gouvernance n'est plus seulement une condition de la réussite du développement, mais elle (re)-devient finalité et objectif d'un développement centré sur l'homme.

Discussion

Méthologie

L'atelier N°1 s'est déroulé en plusieurs temps. Dans un premier temps, les participants ont échangé librement durant la matinée autour des problématiques présentées la veille. Puis, ils ont confié au comité de rédaction composé du Président, des deux rapporteurs et des trois intervenants le soin de reprendre sous la forme d'un rapport synthétique, les points saillants du débat de la matinée. Le comité de rédaction s'est réuni en début d'après-midi et a mis au point un rapport qui a ensuite été amendé et validé par l'ensemble des participants présents. Le comité de rédaction a eu la charge de finaliser le rapport.

Un certain consensus s'est dégagé sur le diagnostic et les défis à relever. En revanche, les responsabilités dans les échecs en matière de développement sont diversement appréciées.

Diagnostic

Au niveau du diagnostic, plusieurs points ont été retenus. Ils concernent :

- Les défis liés à l'éducation
- Les problèmes de la gestion et de la transmission des savoirs
- La crise du leadership
- Le rapport aux médias et aux nouvelles technologies
- La question des formes de l'Etat démocratique africain
- La marginalisation des jeunes
- La question du statut des femmes dans la société

Beaucoup de ces problèmes sont perçus et vécus comme des crises par certains participants.

Pistes d'action

Il est apparu que certaines des pistes proposées avaient déjà fait l'objet d'une réflexion lors du Forum de Cotonou et de l'Atelier de Conakry¹. Nous avons fait le choix de ne pas revenir dessus dans le détail mais d'encourager les participants à relire les recommandations de ces deux événements.

🔗 Appropriation des valeurs universelles de la démocratie : il est apparu que la démocratie était calquée sur un système extérieur qui ne prenait pas suffisamment en compte les réalités sociales de l'Afrique (voir les conclusions du Forum de Cotonou) ;

¹ - *Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile en Afrique de l'Ouest*, 28 juin au 1^{er} juillet 2005, Cotonou (Unité Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité/CSAO).

- *Initiative de valorisation des capacités endogènes de prévention et de gouvernance en Afrique de l'Ouest*, Atelier de travail, 9-11 mars 2005, Conakry (Unité Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité/CSAO).

par ailleurs, l'ensemble des participants s'accorde pour constater que le mode électif pose un problème (voir les recommandations de Cotonou) ; aussi encouragent-ils les acteurs politiques à respecter les lois et les codes nationaux ainsi que les dispositifs régionaux comme le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance qui garantissent des élections libres et transparentes.

- Les participants préconisent une **réforme du système éducatif** qui inclut la revue des curricula à tous les niveaux (primaire, secondaire et au niveau universitaire) et favorise la culture africaine ; nécessité d'intégrer le système universitaire au niveau régional en utilisant les structures déjà existantes ou en créant si nécessaire ; meilleure formation et revalorisation du statut des enseignants ce qui devrait permettre un plus grand respect.
- En matière de **gestion des savoirs et des nouvelles technologies**, ils constatent que les nouvelles technologies avaient entraîné une forme de rupture dans la transmission du savoir ; aussi leur paraît-il nécessaire d'identifier les savoirs traditionnels permettant de les différencier des savoirs nouveaux ; et de trouver une complémentarité entre les savoirs traditionnels et les nouvelles technologies afin d'encourager la rencontre entre les générations pour un savoir endogène.
- Concernant le rapport entre culture, gouvernance et développement, les participants réaffirment le **lien entre la dimension culturelle de la gouvernance et du développement**. Comme l'a souligné l'une des participantes, la culture, « c'est tout ce qui nous permet d'entrer dans la mondialisation sans nous perdre ».

Moyens à mettre en œuvre pour transformer les problèmes et défis en opportunités

Plusieurs propositions ont été faites dans ce sens :

- Développer des perspectives de créativité à partir d'un patrimoine réapproprié ;
- Impliquer davantage les jeunes et les femmes dans le processus de réappropriation et de changement ;
- Apprendre à gérer les conflits lorsque le consensus n'est plus possible ;
- Promouvoir les langues nationales comme véhicules pour la démocratie, le développement et l'intégration. Il est indispensable d'apprendre nos langues pour expliquer nos réalités.

Questions

-Comment allier décentralisation et coopération régionale ?

- Comment faire en sorte que les porteurs de savoir et de sagesse puissent avoir une place dans le système ? N'y aurait-il pas moyen de leur donner des statuts d'enseignants associés pour favoriser la transmission du savoir ?

-Comment continuer le débat au-delà de cette réunion ? Proposition de continuer à travailler en réseau pour faire circuler l'information et bâtir des coopérations.

Recommandations

- ✎ Créer une université régionale qui rassemblerait l'ensemble de la connaissance au niveau de la région.
- ✎ Favoriser la transmission du savoir et de la tradition auprès des plus jeunes dès l'école maternelle de même qu'auprès des étudiants dans les universités.
- ✎ Etablir un système éducatif sous-régional qui fasse la promotion des cultures, des valeurs et des pratiques africaines à travers des échanges universitaires et la mise en place de réseau d'éducation.

Conclusion

A travers cet atelier, il est apparu que les peuples d'Afrique de l'Ouest ne parviendront jamais à réussir l'intégration si ils ne sont pas conscients qu'ils disposent d'un patrimoine historique et culturel commun, d'où l'importance de maîtriser les langues nationales qui sont les véhicules de ces valeurs et de ces réalités culturelles, et de transmettre les savoirs au niveau régional de génération en génération.

2.4- Atelier N°2 : Conflits, paix et gouvernance

Contexte

L'Atelier N°2 sur le thème « Conflits, paix et gouvernance » a été présidé par **Mme Sira Diop**, doyenne du Forum. Trois communications ont été présentées autour de la problématique transversale suivante : « Quels sont les modes de gouvernance en appui à la construction de la paix et la prévention des conflits que la région peut valoriser ? » A cette question, les intervenants Mme Clarisse Merindol, MM. Mangoné Niang et Pathé Diagne ont apporté respectivement des réponses diversifiées.

Près de 40 personnes issues de la société civile (médias, associations, universitaires etc.), de la chefferie traditionnelle ou de la sphère politique ont participé à ces réflexions et débats. Toutes les couches générationnelles étaient présentes au cours de cet atelier, de même qu'une participation équilibrée hommes/femmes.

Communications introductives

Démocratie, citoyenneté et intégration sociale par Mme Clarisse Merindol

Mme Clarisse Merindol s'est fixée comme principal objectif la mise en commun de trois concepts « Démocratie, citoyenneté et intégration sociale ». Pour cela, elle a dressé les problématiques suivantes :

1. La démocratie comme prélude indiscutable à l'expression citoyenne
2. L'expression citoyenne comme vecteur d'intégration sociale
3. L'intégration sociale à travers une intégration communautaire

Dans ce cadre, elle propose de mêler l'approche conceptuelle et l'approche expérimentale, pour pouvoir mettre à jour la démarche la plus apte à faire de la démocratie « le meilleur gage de l'effectivité citoyenne » ; étant entendu ici que le citoyen reste « le maillon fort de la réalisation des objectifs sociaux de l'Etat ».

Elle constate un certain déclin du comportement citoyen responsable quelque soit la classe d'âge voire assez flagrante chez les jeunes qui s'exprime comme une forme de revendications de droits et de négation des obligations.

De tels comportements ne peuvent permettre à un individu de contribuer positivement au développement de la société, encore moins à la société de se stabiliser, estime-t-elle. Aussi, le déficit cruel de la citoyenneté ne devrait-il pas laisser inactifs les principaux acteurs sociaux des Etats.

Elle souligne que la citoyenneté doit être un comportement d'éducation dans une logique de responsabilité et d'engagements mais également un vecteur d'intégration sociale qui s'exprime à plusieurs niveaux (social, politique, économique, militaire...). Elle considère par ailleurs que la citoyenneté responsable au niveau local ouvre la porte à une citoyenneté responsable au niveau régional.

Au final, elle conclut que ces trois concepts « Démocratie, citoyenneté et intégration sociale » aux contours et réalités diverses sont à la fois des valeurs à atteindre, des réalités complémentaires dont l'une ne peut trouver de sens véritable sans l'autre avec comme finalité commune : le mieux être de la personne et de la société. Ce sont des étapes ou niveaux obligatoires de passage ou d'aboutissement pour les efforts et ambitions d'édification d'Etats de droits.

Un mécanisme de gouvernance endogène pour la prévention des conflits : la Charte de KURUKAN FUGA, par M. Mangoné Niang, CELTHO/UA (Niamey)

M. Mangoné Niang a présenté la Charte de Kurukan Fuga, mécanisme de gouvernance endogène et de prévention des conflits. Cette charte datant du XIII^{ème} siècle porte sur l'organisation des pouvoirs de la Cité et des institutions sociales (les biens, la nature ...etc). Il correspond au résultat d'un processus d'établissement du serment du Mandé au moment du sacre de Soundjata Keita.

L'évocation de cette charte pose aujourd'hui la problématique de la co-existence de l'ancien et du moderne, pour lesquels, il est nécessaire de trouver un équilibre. En effet, chacun de ces deux modes connaît des limites dans sa tentative de mise en place des mécanismes de règlement ou de prévention des conflits. Or, si les mécanismes modernes sont assez connus, il n'en est pas de même de ceux d'hier. D'où sa proposition d'aller à leur rencontre.

L'étude de la Charte de Kurukan Fuga va dans ce sens. La finalité de ce texte holistique est la prévention et le règlement des conflits par la négociation sociale. L'intérêt de l'appropriation de son contenu réside dans la préservation de la mémoire du passé pour conquérir le futur. Son mérite est d'avoir résister au temps.

L'hypothèque et la crise du présidentielisme, par M. Pathé Diagne

M. Pathé Diagne part du postulat que la bonne gouvernance suppose que l'on ait des institutions de bonne qualité qui puissent fonctionner. Or, les Etats africains sont bâtis sur du prêt-à-porter et sont donc par définition, fragiles. Les régimes sont en crise car la séparation des pouvoirs est souvent formellement acquise mais l'indépendance des pouvoirs ne l'est pas toujours. On se trouve en présence de régimes peu stables dont les bases théoriques sont claires

alors que les pratiques sont tout autres ; ce sont des régimes présidentiels avec un pouvoir exécutif très fort. Comment sortir de ce piège ?

Il propose de laisser la diversité s'exprimer en libérant certaines institutions et notamment le pouvoir judiciaire qui doit être un pouvoir de contrôle et de gestion et dont l'autonomie doit être garantie. Il suggère d'ouvrir des chantiers institutionnels qui permettent de changer la manière de gouverner.

Il réfute l'idée des constitutionnalistes selon laquelle face à la crise du présidentielisme, il faut inventer une nouvelle Constitution. Il faut selon lui repenser les institutions par rapport aux besoins. Cette réforme du pouvoir, M. Diagne l'inscrit dans une théorie des quatre pouvoirs :

- pouvoir d'Etat
- pouvoir exécutif et gouvernemental
- pouvoir parlementaire
- pouvoir judiciaire

Il estime qu'à l'heure actuelle, certains pouvoirs pourraient être délégués au niveau régional. L'Afrique de l'Ouest pourrait ainsi disposer par exemple d'une armée fédérale, d'une gendarmerie ou d'une police commune.

Discussions

Les discussions en plénière n'ayant pas été épuisées, les travaux de l'Atelier n°2 se sont poursuivis sous la présidence de Mme Sira Diop. Elles ont été modérées par Mme Agnès Diaroumeyer autour de trois communications précédemment évoquées en plus du document qu'elle-même avait présenté à Niamey dans le cadre de la Réunion du Groupe des femmes.

Avant d'entamer les échanges sur le fond, les participants se sont prononcés sur la méthodologie de travail. Un bref rappel des idées forces des communications a été fait avant d'ouvrir les discussions autour de deux points :

1. Etat des lieux tenant compte à la fois des questions clés soumises par les organisateurs et des réactions des intervenants sur le contenu des communications présentées.
2. Perspectives et propositions à partir des interventions.

Remarques

En matière de prévention et de règlement des conflits

- Disparition ou dysfonctionnement des mécanismes et cadres de communication et d'information. A ce propos, il a été relevé que :
 - la famille tendait à perdre sa fonction de cadre d'échange et de contrôle social et, que
 - les communautés intermédiaires tout comme les mécanismes traditionnels de fraternité de consanguinité n'étaient plus utilisés.

- Propagation des armes légères qui sont des facteurs de pérennisation des situations de conflits.
- Instrumentalisation des organisations de femmes et de jeunes ainsi que leurs thématiques pour maintenir la situation d'exclusion de ces catégories du processus de prévention et de règlement des conflits.

En matière de gouvernance

- Non-association de l'opposition à la gestion des processus politiques.
- Manipulation des instances et mécanismes traditionnels dans la gestion des pouvoirs publics.
- Déficit et inadéquation de la représentation des femmes et des jeunes dans les structures de décisions.
- Emprunt sans inventaire des institutions étrangères de gouvernance par les pays africains.
- Mauvaise connaissance et mise en œuvre des textes internationaux.
- Absence de diffusion des bonnes pratiques.

Questions

En matière de gouvernance, plusieurs questions ont retenu l'attention :

- Faut-il ou non consacrer le système de quotas ?
- Ne faudrait-il pas revisiter les concepts de démocratie et de gouvernance ?
- Ne faudrait-il pas observer une pause pour faire l'inventaire des institutions et des mécanismes de la démocratie en Afrique ? : « Quelle démocratie pour l'Afrique ? Pour quel citoyen ? »
- Comment intégrer de façon pertinente les valeurs endogènes dans le système d'éducation et de formation des jeunes ?
- Quels mécanismes institutionnels mettre en place pour permettre aux catégories sociales « sous-représentées » d'atteindre la taille critique pouvant les amener à trouver leur place dans le fonctionnement des institutions ?
- Quels cadres adéquats pour préserver l'autonomie de ces catégories ?
- Quelle identité politique pour les jeunes aujourd'hui ?
- Quel serait le juste milieu entre la recherche de valeurs endogènes et les emprunts institutionnels en matière de démocratie ?

En matière de prévention et de règlement des conflits, plusieurs questions ont retenu l'attention :

- Quels cadres et mécanismes institutionnels pour donner un rôle et une véritable place aux femmes dans le processus de prévention et de règlement des conflits ?
- Quels instruments et mécanismes de suivi et de mise en œuvre adéquats des résolutions adoptées aux plans régional et sous-régional ?

Recommandations

1. Monter avec le soutien des partenaires (CSAO/OCDE) des programmes interuniversitaires de recherche sur les institutions politiques et territoriales de la période précoloniale à nos jours.
2. Réaliser une étude suivie d'un atelier de validation sur l'identification de femmes leaders et sur leurs legs aux générations futures.
3. Engager une réflexion sur l'apport spécifique et concret des femmes dans la réalisation de la démocratie et du leadership pour la construction d'une paix durable.
4. Renforcer dans chaque pays les capacités institutionnelles des femmes et des jeunes pour aider à développer des stratégies de lutte contre les armes légères et de DDR.
5. Appuyer la mise sur pied et la conduite de missions de paix et de solidarité des femmes dans les zones de conflits comme la Côte d'Ivoire, le Mali, la Casamance, le Liberia.
6. Organiser un Forum sous l'égide de la CEDEAO ou d'une autre organisation sous-régionale pour étudier spécifiquement les modes de gouvernance (présidentiel, parlementaire, etc...) les plus adaptées aux pays ouest-africains.

Remarques

7. Des institutions africaines comme la CEDEAO devraient encourager les Etats membres à appliquer les dispositions des accords clés, les protocoles et les cadres règlementaires, relatifs à la bonne gouvernance, tel que le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance. Des mécanismes de contrôle devraient être mis en place pour en vérifier leur application par chacun des Etats membres.
8. Les mécanismes existants en matière de non prolifération des armes de petit calibre et armes légères devraient être renforcés et appliqués de manière effective aux niveaux national et régional.
9. Les Etats africains ne devraient pas percevoir la modernité comme l'abandon des systèmes traditionnels ou endogènes. Ceux-ci devraient être développés et intégrés dans les systèmes politiques actuels. Cela favoriserait la bonne gouvernance.

2.5- *Atelier N°3 : Evolution des sociétés, situation, rôle et responsabilités des acteurs*

Contexte

Les travaux de l'Atelier N°3 sur le thème « Evolution des sociétés, situation, rôle et responsabilités des acteurs », présidés par **M. Ali Lankoandé** se sont appuyés sur trois communications présentées au cours de la séance plénière du 26 juin 2006.

1. Dynamiques de transformation, recompositions et perspectives de gouvernance ;
2. Femmes africaines, Religion et Modernité ;
3. Place, rôle et évolution du statut du savoir dans les sociétés ouest-africaines.

C'est sur la base de ces exposés que les discussions en atelier se sont engagées tout au long de la journée du 27 juin. Une vingtaine de personnes issues de la société civile (médias, associations universitaires etc.), de la chefferie traditionnelle ou de la sphère politique ont participé à ces réflexions et débats. Toutes les couches générationnelles étaient présentes au cours de cet atelier, de même qu'une participation équilibrée hommes/femmes. Les réflexions issues de ces échanges sont présentées dans la deuxième partie de ce compte rendu. Celui-ci ne doit pas être considéré comme exhaustif ; mais il s'agit plutôt de présenter les principaux points qui ont été soulevés au cours de l'atelier.

Communications introductives

Dynamiques de transformation, recompositions et perspectives de gouvernance, par M. Massaër Diallo

Cette communication s'est articulée autour de plusieurs questions :

- Quelles sont les dynamiques de transformation en œuvre en Afrique de l'Ouest ?
- Quelle est leur incidence sur la société et les acteurs de la région ?
- Quels sont le rôle et la responsabilité des acteurs dans la société ouest-africaine ?
- Quelles sont les nouvelles perspectives de gouvernance ?

Cinq facteurs combinés déterminent la nature des défis dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit :

1. De la forte croissance démographique, facteur probablement le plus déterminant : la population ouest-africaine est passée de 40 millions d'habitants en 1930 à 80 millions en

- 1960 et 290 en 2003, avec une forte prépondérance des jeunes de moins de 15 ans (45% de cette population) ;
2. Du processus d'urbanisation, qui bouleverse les liens traditionnels et les rapports sociaux de manière générale ;
 3. De la démocratisation de la société ouest-africaine qui a fragilisé les classes dirigeantes, contribuant parfois à des conflits violents ;
 4. De la mondialisation qui a renforcé la crise de souveraineté des Etats ;
 5. De l'émergence de la gouvernance régionale concernant la gestion des conflits et la construction de la paix ; en outre, la libre circulation y trouve un cadre juridique régional.

Ces facteurs ont abouti à une dynamique de recomposition sociopolitique qui se traduit par :

- Une crise du leadership politique et de celle de la construction de l'Etat contre la Nation ;
- La montée de l'informel en remplacement de certaines fonctions dévolues à l'État et au secteur privé avec une recomposition corollaire des classes moyennes ;
- Un fort impact de l'informel sur le rapport au travail et au savoir ;
- Un blocage de la relève générationnelle et de l'accès significatif des jeunes et des femmes au pouvoir ;
- Une forte aggravation des inégalités sociales.

Ces recompositions appellent un certain nombre de défis aussi bien aux niveaux culturel, social que politique. Elles nécessitent de trouver les ressorts, c'est-à-dire les potentialités et capacités africaines pour faire face à ces défis, et d'évaluer les efforts à mettre en œuvre par chacun des acteurs pour les relever.

Femmes africaines, religion et modernité, par M. Saliou Kandji

Trois questions ont été préalablement soulevées :

- Pourquoi s'intéresser aux femmes africaines ?
- Quel est l'impact des religions sur la femme africaine ?
- La modernité est-elle synonyme de nouveauté ?

M. Saliou Kandji s'est inspiré de deux de ses publications :

- « *Droit de la femme africaine, d'hier à demain* ».

Cet ouvrage pose le problème de la femme africaine avant la colonisation, voire une comparaison avec la femme moyen-orientale et islamisée.

- « *Union matrimoniale dans la tradition des peuples noirs* ».

L'auteur s'est montré un ardent défenseur des droits de la femme négro-africaine, ce qui explique ses virulentes critiques à l'encontre du code sénégalais de la famille (1972) qui dévalorise dans une certaine mesure la femme sénégalaise.

Du point de vue historique, le communicateur s'est référé à deux personnages clés de l'histoire du monde arabe, Abou Obeid El Bekri², célèbre polygraphe du XI^{ème} et Ibn Battûta³, le plus grand explorateur de tous les temps du XIV^{ème} siècle qui ont constaté que très peu de négro-africains avaient adopté l'Islam, parce que certaines pratiques étaient en deçà des valeurs africaines.

Par ignorance des cultures, des langues ou des valeurs africaines, beaucoup d'inexactitudes ont été écrites sur les femmes africaines. Les sociétés africaines pré-islamiques n'étaient pas phallogocratiques : les femmes étaient aussi détentrices du pouvoir politique en Afrique ; et elles avaient plus de droit que l'homme dans le foyer. C'est ce pouvoir qui leur a été confisqué par les hommes, notamment à la suite de l'importation de modèles venant de l'extérieur.

Place, rôle et évolution du statut du savoir dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest, par M. Datei Kumodzei

L'auteur part du constat que les peuples africains sont restés « stagnants » pendant plus de 450 années. Les Africains ont refusé d'améliorer l'héritage de leurs ancêtres, héritage de la langue, la religion, de la musique ou de la technologie.

Parmi les causes, l'auteur souligne le refus des africains de définir les fondements de leur propre savoir, ce qui s'est traduit par l'utilisation de systèmes de connaissances d'autres peuples (européens et arabo-islamiques). N'utilisant pas ses propres systèmes et références, l'Afrique ne dispose pas de clés pour résoudre ses problèmes. Pourtant, la naissance, le progrès, la survie et la destruction de beaucoup de nations dépendent de la manière dont celles-ci ont été capables de développer leur système de connaissance et de le transmettre de génération en génération.

Ce système de connaissance est l'ensemble des expériences des peuples, leur style de vie développée dans un environnement géophysique. Le système de connaissance est celui qui permet le développement endogène. Il est basé sur quatre éléments :

- La langue : c'est l'expression de l'ensemble des connaissances ; c'est elle qui régit l'esprit subconscient de la population ;
- La religion et la philosophie : c'est le centre autour duquel se bâtit l'ensemble de la culture ;
- La musique : c'est le véhicule qui porte l'expérience culturelle. C'est la clé avec laquelle on soulève l'âme dans le domaine de la connaissance ;

² *Description de l'Afrique septentrionale*, par Abou Obeid el-Bekri (traduit par Mac Guckin de Slane) (1965).

³ *Voyages*, par Ibn Battûta publié en français par les éditions La Découverte (1982)

- Le symbolisme dans l'art : il reflète l'intérieur du groupe dans la manifestation des groupes cosmiques.

Les Africains possèdent leur propre système de connaissances. Il est nécessaire qu'ils s'y réfèrent.

Discussion

Les discussions qui se sont tenues en atelier ont abordé les questions relatives à la gouvernance endogène, au rapport entre tradition et modernité, aux problèmes de la jeunesse ouest-africaine, au rôle et à la place de la femme dans la société africaine, à la religion et à la culture, aux valeurs et à la connaissance :

- v Place, rôle et avenir des jeunes dans la société
- v Rôle et responsabilité des femmes dans la société ouest-africaine
- v Savoir et valeurs en Afrique de l'Ouest
- v Perspectives et recommandations

v Place, rôle et avenir des Jeunes dans la société

Aujourd'hui, plus de 45% de la population africaine a moins de 15 ans, 70% a moins de 30 ans, et seulement 3% plus de 60 ans. Des politiques et stratégies de développement ont été mises en œuvre pour une meilleure insertion des jeunes dans la société, mais les résultats demeurent peu concluants tant sur les plans éducatif et socio-économique que politique. Ce bref constat pose la question de la place et du rôle actuel et à venir de la jeunesse dans la société africaine mais également de ses relations avec les autres générations. Il a suscité également les préoccupations suivantes.

- Comment peut-on définir les jeunes dans la société ouest-africaine ?
- Quels sont les problèmes auxquels la jeunesse ouest-africaine est confrontée tant du point de vue culturel, social que politique ?
- Comment construire l'avenir des jeunes ? Quelles sont leurs responsabilités face aux défis à venir ? Quelles sont les responsabilités des générations adultes face aux défis de la jeunesse ?

Par le passé, la délimitation entre l'enfant et l'adulte était claire. Celle-ci était marquée par les rites d'initiation symbolisant le passage d'un statut à l'autre. Dans les sociétés modernes, la disparition progressive de ces rites de passage et l'inexistence de substitut rendent plus incertaine l'entrée dans le monde adulte.

Cette ambiguïté se ressent d'autant plus que la définition de la jeunesse varie selon les conceptions. Qui doit-on considérer comme « jeune » ? Comment peut-on mieux définir la jeunesse en tenant compte des transformations en cours sur le continent et dans la région en particulier ?

Parmi les défis qui se posent à la jeunesse ouest-africaine, celui de l'emploi est particulièrement important. Avoir un emploi, c'est acquérir un statut, un pouvoir économique et plus largement une reconnaissance vis-à-vis du reste de la société. Force est de constater que les jeunes sont de plus en plus exclus du tissu économique. Cette marginalisation est caractérisée par le chômage⁴, le sentiment d'abandon. Au niveau politique, elle est également marquée par l'existence de barrières pour l'accéder à des responsabilités. Cet obstacle ne doit toutefois pas être un prétexte pour conquérir le pouvoir par la violence, même si cela s'explique en partie par la manipulation et l'enrôlement dont ils sont victimes.

Dans tous les cas, cette jeunesse « sacrifiée » soulève la question de l'avenir incertain des pays et de la région et impose de chercher et mettre en œuvre des solutions afin de lui donner de meilleures perspectives. L'éducation et la formation professionnelle sont des voies qu'il faut davantage promouvoir ; il s'agit de faire en sorte que les jeunes aient la possibilité d'acquérir une qualification et de la valoriser dans un environnement fiable.

Sur le plan social, une des mutations en cours en Afrique de l'Ouest est liée à l'évolution des rapports entre les enfants et leurs parents d'une part et la société d'autre part. Autrement dit, on assiste à la dislocation du tissu familial et social caractérisée par la perte de repères et l'absence de modèles transmis par les aînés. L'école ne joue pas son rôle de production et de reproduction des valeurs, les parents et la famille ont également beaucoup de difficultés à transmettre leurs valeurs. Quels sont les facteurs qui ont empêché cette transmission ? Quelle est la part de responsabilité des jeunes à cet égard ?

v Rôle et responsabilité des Femmes

Comme pour les jeunes, la question de la place et du rôle des femmes (52% de la population totale) en Afrique de l'Ouest est sensible et préoccupante. Les femmes ont toujours joué et jouent encore un rôle central dans la société : elles sont d'abord mère et femme aux niveaux familial et social ; elles sont aussi des agents de développement dans les activités politiques et économiques. Mais elles demeurent beaucoup moins intégrées que les hommes dans ces activités et sont mêmes très largement minoritaires dans les postes de décisions.

- Les rapports homme/femme : pourquoi l'égalité entre l'homme et la femme n'est-elle respectée ?
- Quels sont le rôle et les responsabilités des femmes dans la société africaine ?
- La femme et la religion : les religions ont-elles eu un impact négatif sur la femme africaine d'aujourd'hui ?

Il existe de nombreux textes juridiques tant sur le plan national, régional qu'international visant à proclamer les droits de la femme et l'égalité dans ses rapports avec les hommes (par exemple,

⁴ La notion de chômage gagnerait à être précisée. Selon l'optique classique internationale, ne sont considérés comme chômeurs que ceux qui ont une qualification. Cette option est restrictive par rapport au vécu des jeunes.

le protocole à la charte des droits de l'homme recommande la parité, telle qu'elle a été mise en place au niveau de l'Union africaine). En dépit de l'existence de ces textes, on constate une grande disparité dans la représentation des hommes et des femmes au niveau politique, dans les postes de direction, de l'administration et de prise de décision.

Force est de constater que les textes juridiques ne sont pas appliqués ; parfois, ils ne sont même pas connus des acteurs politiques. C'est en partie pour ces raisons qu'on assiste à des violations graves et répétées de ces mêmes droits. Toutes ces conventions, chartes et protocoles ne pourront être appliquées que dans la mesure où il y aura un réel engagement politique. Un autre frein majeur de l'émergence des femmes dans la société peut être expliqué par le comportement et le regard des hommes à leur rencontre.

En dépit de leurs difficultés, les femmes assument un rôle non négligeable dans un certain nombre de domaines. D'aucun s'accorde à souligner leur participation active dans la prévention et la médiation des conflits (notons cependant qu'elles ont été à l'inverse motrices et actrices dans certains conflits dans la région). On assiste en outre à l'émergence non moins significative des femmes dans des postes clés tant sur le plan national qu'international.

In fine, il est nécessaire de mettre l'accent sur la socialisation, l'accès à l'information, l'éducation, bref sur l'accès au savoir et à la connaissance. Des stratégies doivent être mises en œuvre pour que les femmes aient accès aux ressources matérielles et financières.

v Savoir et valeurs dans la société

Toutes les sociétés portent en elles les valeurs de dignité, de travail, d'honnêteté c'est-à-dire une éthique. La crise des valeurs à laquelle la société ouest-africaine est confrontée traduit le décalage qui existe entre les références et les comportements des acteurs.

Parmi les causes explicatives, on peut citer l'impunité, la pauvreté et les failles dans l'éducation. L'impunité des acteurs politiques (face à la corruption, par exemple) est aujourd'hui problématique car elle engendre une crise de l'exemplarité. Par ailleurs, la connaissance et le savoir ont joué un rôle important dans l'accès au pouvoir. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la culture de l'argent est aujourd'hui devenue un moyen essentiel d'accès au pouvoir en Afrique. Cette situation repose la question du statut et de la fonction de la connaissance dans la société.

Aucune société ne peut avancer sans se référer à la connaissance. La connaissance est la capacité à former et façonner l'esprit. Le véritable problème de l'Afrique est le refus de définir son propre système de connaissance, se contentant d'utiliser les connaissances d'autres peuples. Cela expliquerait la « stagnation » du continent. Quelle que soit la société, la connaissance endogène est l'élément déterminant et fondateur. L'Afrique doit ainsi concevoir et valoriser son système de connaissance propre au sein du système éducatif.

Recommandations

Les recommandations qui ont émergé au cours des débats ont été synthétisées dans le tableau ci-dessous. Leur articulation est liée aux acteurs pour lesquelles ces recommandations font appel (acteurs politiques, société civile, partenaires au développement).

Acteurs étatiques et politiques	Société civile	Partenaires au développement
Mettre en œuvre les instruments juridiques relatifs à la place des femmes dans la société	Combattre le discrédit et le décalage entre les comportements des leaders (familiaux, d'association, politique, etc.) et leur pratique	Mettre en place un mécanisme de suivi des recommandations issues du Forum
Reprogrammer le système éducatif (enseignement primaire, secondaire et universitaire) en mettant l'accent sur les valeurs endogènes africaines	Faire changer la conscience collective par rapport à la place et au rôle de la femme dans la société	Favoriser une rencontre à la suite des ateliers de Ouagadougou sur les questions relatives aux jeunes
Développer et promouvoir des formations professionnelles et qualifiantes pour les jeunes (filles et garçons)		Lancer des enquêtes nationales pour le recensement des valeurs endogènes dans les pays de l'Afrique de l'Ouest
Impliquer davantage les jeunes et les femmes dans le processus décisionnel	Valoriser les résultats issus du Forum de Ouagadougou aux niveaux régional et continental et prolonger les échanges au niveau national	
Traduire et diffuser les différentes législations dans les langues locales		

3. Déclaration finale et Conclusion

Préambule

1. Se sont réunis au Centre international de Conférences de Ouaga 2000, du 26 au 28 juin 2006, quelque 100 représentants 15 pays membres de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) ainsi que de la Mauritanie, du Cameroun et du Tchad ; étaient également présents des représentants de la CEDEAO, de l'Union Africaine, de l'UNOWA, de la BAD, de l'UEMOA et du CILSS ainsi que des pays membres de l'OCDE (Autriche, Canada, France, Luxembourg et Suisse). Ce Forum était organisé conjointement par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE, le Groupe des Femmes pour la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest et la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest.

2. Ce Forum avait pour principaux objectifs de :

- Décloisonner les expériences et capacités, favoriser une approche régionale une transmission et une valorisation des acquis et du potentiel en matière de gouvernance endogène et de prévention des conflits ;
- Développer une synergie intergénérationnelle contribuant à une bonne transmission, à une actualisation et à une capitalisation des capacités de la région ;
- Définir dans cette perspective des stratégies pour conjuguer durablement les compétences et capacités des diverses générations en vue de relever efficacement les défis préalablement identifiés ;
- Proposer des initiatives pouvant contribuer à l'avènement et à la mise en œuvre d'une gouvernance africaine nantie des capacités de la région et des apports de l'extérieur ;
- Déterminer les rôles et responsabilités de chacune des catégories d'acteurs dans la promotion et la concrétisation de cette approche participative.

3. Ces objectifs ont servi de base aux échanges autour des thèmes suivants :

- i. Culture, gouvernance et développement.
- ii. Conflits, construction de la paix et gouvernance.
- iii. Evolution des sociétés : situation, rôle et responsabilités de leurs diverses composantes.

4. Ces thèmes ont fait l'objet de communication et de débats en plénière et dans les Ateliers qui ont abouti aux conclusions et recommandations suivantes :

Concernant le dialogue intergénérationnel

Conclusion N°1 : Le dialogue intergénérationnel doit être mis en œuvre comme forme d'une stratégie de régulation sociale, de prévention des conflits et de capitalisation transgénérationnelle des savoirs et des compétences.

Recommandation N°1 : Les participants proposent la pérennisation de cette formule d'échanges et son développement à l'intérieur et entre les générations.

Concernant la situation, le statut et le rôle de la femme dans la société

Conclusion N°2 :

- La situation, le statut et le rôle de la femme dans la société ont évolué. Si, sur le plan juridique, l'idée d'égalité est reconnue dans les constitutions et chartes, en pratique, sa condition réelle butte toujours à l'extrême pauvreté, à l'analphabétisme et à l'absence de mise en œuvre des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux lui garantissant des droits.
- Les travaux ont montré que les civilisations africaines n'étaient pas historiquement réticentes à l'équité et l'idée d'égalité homme-femme ; que l'idée de préséance féminine a prévalu dans beaucoup de systèmes sociaux de l'Afrique précoloniale.

Recommandation N°2 :

- Faire connaître les instruments juridiques de promotion des droits de la Femme.
- Contribuer à la ratification du Protocole à la Charte des Droits de l'homme en Afrique relative aux Droits de la femme.
- Développer en synergie un plaidoyer pour l'ancrage de l'idée d'égalité et d'équité dans la société.
- Approfondir et renforcer les connaissances des sociétés africaines qui peuvent venir en appui à la promotion des femmes. Les actions de promotion de la femme doivent s'inscrire dans les Objectifs du Millénaire.
- Impliquer le Groupe des Femmes dans toutes les actions de promotion et de plaidoyer en faveur des femmes.

Concernant le rôle et les perspectives des jeunes

Conclusions N°3 :

- Les transformations socio-économiques et les évolutions démographiques rendent compte d'un important rajeunissement de la société en Afrique de l'Ouest (plus de 45% ont moins de 15 ans et plus de 75% ont moins de 30 ans).
- La demande de prise en charge sociale, de formation, d'éducation et d'insertion socioprofessionnelle est très forte. On constate une faiblesse relative des jeunes dans les sphères décisionnelles, étatiques et institutionnelles.
- Les jeunes sont socialement exposés à l'extrême pauvreté. Espoir de leur société, ils sont soumis à une situation de très grande vulnérabilité, à la fois défavorisés et marginalisés.

Recommandations N°3 :

- Relever de manière politique à travers une gouvernance volontariste associant la diversité des acteurs, le triple défi de l'éducation et de la formation, de l'intégration sociale et de l'inclusion politique.
- Favoriser l'éducation à la citoyenneté, à la culture de la paix et à l'intégration.
- Développer une politique fondée sur l'implication et la responsabilité des jeunes dans la construction d'une alternative à la pauvreté et l'exclusion.

Concernant le savoir et les valeurs dans la société

Conclusions N°4 :

- Les participants ont constaté une évolution régressive du statut et du rôle du savoir dans la société dans un contexte mondial où la connaissance a un rôle stratégique pour le développement.
- La société connaît une crise des valeurs qui aggrave les cloisonnements, les ruptures et les conflits intergénérationnels.

Recommandations N°4 :

- Réhabiliter les capacités endogènes en matière de connaissance dans tous les domaines en s'appuyant sur des initiatives de recherches à développer ainsi que sur la valorisation et la diffusion des résultats de travaux réalisés.
- Appuyer la mise en place d'un groupe des anciens, porteurs de sagesse et de savoir dans la perspective d'une capitalisation des acquis.

Conclusions générales

- Jeter les bases d'un réseau pour une gouvernance ancrée dans les réalités de la région et au service de ses populations.
- Renforcer le partenariat avec les groupes respectifs des jeunes, des femmes et des anciens dans la perspective de la mise en œuvre des objectifs de capitalisation des acquis endogènes et de valorisation des possibilités intergénérationnelles.
- Contribuer à une restitution du Forum et de sa dynamique de dialogue intergénérationnel aux niveaux national et local.
- Impliquer la CEDEAO dans la mise en œuvre des objectifs définis par le Forum.

Remerciements

5. Les participants au Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène remercient chaleureusement le peuple et le gouvernement du Burkina Faso pour leur hospitalité et l'accueil qui leur ont réservé ainsi que son président Son Excellence M. Blaise Compaoré, pour avoir accepté et facilité la tenue de ces importantes assises.

6. Ces facilités accordées sont d'autant plus appréciées que ces importantes assises tenues au cœur du Sahel s'inscrivent dans le cadre du XXXème anniversaire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE pour jeter les bases du présent et de l'avenir de l'Afrique de l'Ouest.

7. Les participants ont hautement apprécié le message de soutien, d'encouragement et de participation du Professeur Joseph Ki-Zerbo dont le contenu a conforté les orientations de ce Forum.

*Les participants au Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène,
à Ouagadougou, Burkina Faso,
le 28 juin 2006.*

CLÔTURE OFFICIELLE

Les travaux du Forum ont été officiellement clôturés par la **Ministre de l'Economie et du Développement, M. Seydou Bouda**. Dans son discours, il a rappelé l'importance d'une telle rencontre à un moment où les Etats d'Afrique de l'Ouest cherchent des voies et moyens propices à un développement qui garantira une répartition équitable des richesses plaçant au coeur des bénéficiaires, les hommes, les femmes, les jeunes et les moins jeunes de la sous-région. Il a fait le vœu que les recommandations faites par les participants au Forum ne restent pas lettre morte. Il a enfin remercié les organisateurs d'avoir choisi Ouagadougou pour la tenue de ce Forum soulignant que cela faisait honneur au Burkina Faso et à son peuple, soucieux comme l'ensemble des peuples d'Afrique non seulement de prendre en main son destin, mais également de recouvrer son essence conciliatrice pour que grandissent les espaces de liberté et que règne la paix.

Annexe 1 : Ordre du jour

LUNDI 26 JUIN

09h00 – 10h00 **Accueil des participants au Centre de Conférence**

10h00 – 11h00 **CEREMONIE D'OUVERTURE**

10h00 – 10h25 **Introduction et Présentation du CSAO,**
par M. Normand LAUZON, Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

10h25 – 10h45 **Discours d'ouverture,**
par M. Seydou BOUDA, Ministre de l'Economie et du Développement

10h45 - 11h00 *Suspension de séance (pour le retrait des officiels)*

11h00 **Début des travaux : séance plénière**
Président de séance : Professeur Ali Nouhoum DIALLO, Ancien-Président et Député du Parlement de la CEDEAO
Rapporteur de séance : Mme Gwénola POSSEME-RAGEAU, (CSAO/OCDE)

11h00 – 11h15 **Problématique et résultats attendus du Forum,**
par M. Massaër DIALLO, Chef d'Unité Gouvernance, Dynamique des Conflits, Paix et Sécurité (CSAO/OCDE)

11h15 – 13h15	PREMIERE SESSION : COMMUNICATIONS INTRODUCTIVES
----------------------	--

11h15 - 11H45 *Dialogue intergénérationnel et synergies pour l'avenir,*
par M. Pascal COULOUBALY, Anthropologue et ancien Ministre de la Culture (Mali)

11h45 - 12h15 *Jeunesse, Gouvernance, Paix et Démocratie en Afrique de l'Ouest,*
par M. Mody NDIAYE, Coordination des jeunes d'Afrique de l'Ouest (Sénégal)

12h15 – 13h15 **Discussions**

13h15 – 15h00 Déjeuner

15h00 - 18h30	DEUXIEME SESSION : INTRODUCTION AUX ATELIERS
----------------------	---

- 15h00 - 15h20** **INTRODUCTION A L'ATELIER N°1 :**
CULTURE, GOUVERNANCE ET DEVELOPPEMENT
Président : Mme Agnès DIAROU MEYE (Niger)
Rapporteurs : Mme Memunatu PRATT (Sierra Leone) et Mme Gwénola POSSEME-RAGEAU (CSAO)
- 15h00 - 15h20** *Place et rôle de l'éducation dans la transmission des acquis et le développement des capacités des sociétés africaines,*
par Professeur ASIWAJU, Historien (Nigeria)
- 15h20 - 15h30** **Intervention** de M. Raymond WEBER, Directeur de l'Agence de coopération du Luxembourg (Luxembourg)
- 15h30 - 17h00** **Discussions**
- 16h00 - 17h00** **INTRODUCTION A L'ATELIER N°2 :**
CONFLITS, PAIX ET GOUVERNANCE
Président : Mme Sira DIOP (Mali)
Rapporteurs : M. Babaly SALL (Sénégal) et M. Aliyu A. HAMEED (Nigeria)
- 16h00 - 16h20** *Démocratie, citoyenneté et intégration sociale,*
par Mme Clarisse MERINDOL, Juriste (Burkina Faso)
- 16h20 - 16h30** *Un mécanisme de gouvernance endogène pour la prévention des conflits : la Charte de KURUKAN FUGA,*
par M. Mangoné NIANG, CELTHO (Niamey), UNION AFRICAINE
- 16h30 - 16h40** *L'hypothèque et la crise du présidentielisme,*
par M. Pathé DIAGNE, Politologue (Sénégal)
- 16h40 - 17h00** **Discussions**
- 17h00 – 17h30 *Pause café*

- 17h30 - 18h-30 **INTRODUCTION A L'ATELIER N°3 :**
EVOLUTION DES SOCIÉTÉS : SITUATION, RÔLE ET
RESPONSABILITÉS DES ACTEURS
Président : M. Ali LANKOANDE (Burkina Faso)
Rapporteurs : M. Moctar ADAMOU (Bénin) et M. Christophe PERRET
(CSAO/OCDE)
- 17h30 - 17h-40 *Dynamiques de transformation, recomposition et perspectives de*
gouvernance,
par M. Massaër DIALLO, Politologue (CSAO/OCDE)
- 17h40 - 18h00 *Femmes africaines, religion et modernité,*
par M. Saliou KANDJI, Historien (Sénégal)
- 18h00 - 18h15 *Place, rôle et évolution du statut du savoir dans les sociétés d'Afrique de*
l'Ouest,
par Dr. Datey KUMODZEI, Chercheur (Ghana)
- 18h15 – 18h45 **Discussions** et constitution des trois ateliers

MARDI 27 JUIN

09h00 – 18h00 TRAVAUX SIMULTANÉS DES TROIS ATELIERS

Atelier N°1 : CULTURE, GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT

Président : M. Adamou Djam NJOYA (Cameroun)

Animateurs : Mme Elizabeth SOLKAM (Tchad), Pr. Anthony ASIWAJU (Nigeria), M. Raymond WEBER (Luxembourg), M. Pascal COULOUBALY (Mali)

Rapporteurs : Mme Memunatu PRATT (Sierra Leone) et Mme Gwénola POSSEME-RAGEAU (CSAO/OCDE)

Atelier N°2 : CONFLITS, CONSTRUCTION DE LA PAIX ET GOUVERNANCE

Président : Mme Sira DIOP (Mali)

MERCREDI 28 JUIN 2006

Président : M. Massaër DIALLO (CSAO/OCDE)

09h00 - 14h00 **QUATRIÈME SESSION : PLENIÈRE**
Restitution des travaux des 3 ateliers

09h30 - 10h00	Rapport de l'atelier N°1
---------------	--------------------------

10h00 – 11h00 **Débats**

11h00 – 11h30	Rapport de l'atelier N°2
---------------	--------------------------

11h30 – 11h50 *Pause café*

11h50 – 12h30 **Débats**

12h30 - 13h00	Rapport de l'atelier N°3
---------------	--------------------------

13h00 – 14h00 **Débats**

14h00 - 15h00 *Déjeuner*

15h00 - 17h00 *Travaux de la commission centrale de synthèse*
Reprise des travaux pour les participants à 17h

17h00 - 18h30	CINQUIÈME SESSION : PLÉNIÈRE
----------------------	-------------------------------------

Adoption des Conclusions

Président : M. Normand LAUZON, Directeur (CSAO/OCDE)

17h00 - 18h00 Adoption des conclusions, des recommandations et de la déclaration finale

18h00 - 18h30 **Cérémonie de Clôture du Forum**

Président : M. Charles GOERENS, Président du CSAO

Lecture de la Déclaration finale, par Mlle Prisca LEZOU, Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire)

Discours de clôture, par M. Seydou BOUDA, Ministre de l'Economie et du Développement du Burkina Faso

© © © © © ©

Annexe 2 : Liste des participants

I. PAYS REPRESENTES	
BÉNIN	
M.Moktar ADAMOU 02 BP 148 Parakou Benin	Tél : + 229 90 03 23 22 / 97 76 31 81 Email : bamoktar@yahoo.fr
Mme Edith Kafoui AHOUCANDJINO ONG Vilita Peace International 01 BP 406 – Cotonou	Tél. : + 229 21 38 62 22/ 97 87 38 14 Cell+ 229 95 96 70 99 Email : vilitapeace@yahoo.fr
M. Mathias GBETOHO Chargé de Programme Fondation Konrad Adenauer Bureau Sous-Régional Cotonou	Tél : +229 971 70 401/+ 229 95 95 41 17 Email : secretariat@kas-benin.de ; gbetohom@yahoo.fr
M. Raymond YORO BI-TA Forum Social du Bénin Secrétariat Général, Conseil Africain des Actions Concertées	Tél. +229 96 79 24 Email: oroutok@yahoo.fr
BURKINA FASO	
M. Dieudonné BONANET Secrétaire adjoint aux relations extérieures Congrès pour la Démocratie et le progrès 01 BP 1605 Ouagadougou	Tél. :+226-315 018 Fax : +226-50-31-43-93 Email : contact@cdp-burkina.org
Mme Jacqueline COULIBALY KI-ZERBO Spécialiste en Genre et Développement Partenariat des Hommes et des Femmes pour le Développement Africain (PARTEHFDA) Ouagadougou 01 Burkina Faso	Tél. : (226) 50 31 16 46/50 60 00 49 Fax : (226) 31 72 05 Email : etudfkz@liptinfor.bf
M. Abdoul Aziz DIALLO Ambassade du Canada Ouagadougou Burkina Faso	Tel : +226 50 31 18 44 Fax : + 226 50 31 19 00 Email : abdoulaziz.diallo@international.gc.ca
M. Amadou-Moctar KONATE Expert en Sécurité Alimentaire Volet prévention et gestion des crises alimentaires	Tél : + 226 503 74 125 Fax : + 226 503 74 132 Cell : + 226 764 34 400

Zone Ouaga 2000 03 BP 7049 Ouagadougou	E-mail : amadou.konate@cilss.bf
M. Ali LANKOANDE Président Parti pour la Démocratie et le Progrès, Parti Socialiste National (PDP/PS)	Tél. : +226 50 31 14 10 Fax. : +226 50 31 14 10 Email : pdp-ps@fasonet.bf
M. Sibiri KONE Autorité du Liptako- Gourma	Tel : + 226 503 06 148/ + 226 50 30 61 49 Email : s_kone55@yahoo.fr
Mme Clarisse MERINDOL Secrétariat Général Ministère de la Promotion des Droits de l'Homme 11 B.P. 852 Ouagadougou 11	Tél. : (226) 76 59 79 58 Fax : (226) 50 33 50 95 Email : ouobaclarisse@yahoo.fr
M. Benoît OUEDRAOGO Correspondant national 01 BP 865	Tel : +226 70 25 07 61 (mobile) / 50 36 10 13 Email: benoit_ouedraogo@hotmail.com benoit_ouedraogo@yahoo.fr
M. Dieudonné OUEDRAOGO Directeur Université de Ouagadougou ISSP (Institut Supérieur des Sciences de la Population) 03 BP 7118 Ouagadougou 03	Tél. : + 226 50 36 21 15 Fax : + 226 50 36 21 38 Email : douedraogo@issp.bf
M. Etienne OUEDRAOGO Secrétaire national aux relations extérieures ADF/RDA 01 BP 1991 Ouagadougou 01 Burkina Faso	Tél. : +226 70 10 08 75 Fax : +226 50 30 52 03 Email : adfrda@hotmail.com
M. Salifou OUEDRAOGO Député à l'Assemblée Nationale Union nationale pour la Démocratie et le Développement - UNDD 03 BP 7114 OUAGADOUGOU	Tél. : +226 31 15 15 / 70 26 80 88 Email : ouedalex9@yahoo.fr
Mme Clementine OUOBA Conseillère en Formation en Recherche IPD/AOS Ouagadougou Burkina Faso	Tel : + 226 70 23 23 95(P) Tel : + 226 50 36 48 03 07 Email : ouoba.c@liptinfor.bf
Mme Evelyne PARE Jeunesse Unie pour une Nouvelle Afrique (JUNA) 01 BP 6622 Ouagadougou, Burkina Faso	Tel : +226 70 24 20 21
M.Antoine SAWADOGO ACE-recit 10 BP 13373 Ouagadou 10	Tél. : +226 50 36 90 47/ 50 39 12 92 Port.:+226 70 20 05 90 Fax: +226 50 36 09 29 Email: ace.recit@fasonet.bf

11	BP	26	Email: raogoantoine@yahoo.fr
Ouagadougou 11			
Mme Aminata WANDAOGO née Djengane Marche Mondiale des Femmes/Action Nationale Du Burkina MMF/ANBF			Tel: + 226 50 36 94 19/ + 226 70 25 98 95 Email: marchemondiale@fasonet.bf
CAMEROUN			
M. Adamou Ndam NJOYA Président National UDC (Union démocratique du Cameroun) Président fondateur de l'Ecole Africaine d'Ethique BP 1638 Yaoundé			Tél. : +237 222 46 20 / 222 95 45 Fax : +237 222 46 20 / 222 95 45 Email : adamoundamnjoya@yahoo.fr
Mme Bille SIKE Responsable d'Antenne Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes BP 264 Maroua, Cameroun			Tél : +237 981 37 60 Email : billesike@yahoo.fr ; alvfmaroua@yahoo.fr
M. David Ndachi TAGNE Journaliste Correspondant RFI/AFP Président du Club de recherche et d'Action culturelle (CRAC) BP 8133 Yaoundé			Tél. : +237 770 05 35 Fax : +237 223 90 94 Email : dndachi@yahoo.fr
CAP VERT			
M. Jorge Carlos FONSECA Directeur de "Droit et Citoyenneté", Président de la Fondation "Droit et Justice", ancien ministre des affaires étrangères, juriconsulte Caixa Postal n°570 Direito e Cidadania Praia			Tél. : (238) 261 63 63 / 261 63 61 Fax : (238) 261 37 45 Email : jcfonseca@cvtele.com
Mme Maria Das Dores GOMES Magistrate Association Capverdienne des Femmes Juristes Gabinete do Ministro da Justiça CP 205 Praia			Tél. : +238 992 51 44 / 238 261 38 70 Fax : +238 262 32 61 E-mail : maria.gomes@GOV2.gov.cv dodogomes@hotmail.com
Mme Elisabete MENDES Economiste chargée des dossiers de Bonne Gouvernance Réseau des femmes économistes du Cap Vert			Tél. : 238 9 99 72 55 (mobile) Tel : 228 26 07 430 Email : elizabethmendes2003@yahoo.com

CÔTE D'IVOIRE	
M. André BOGUI Président ONG Paix Assistance et Solidarité 08 BP 1078 Abidjan 08	Tél. : (225) 08 02 70 25/ 20 33 52 14 Port. : (225) 08 68 28 74 Fax : (225) 20 33 52 14 Email : fefeedes@aviso.ci ; fefeedes@yahoo.com Ong_pas2006@yahoo.fr ; ong-pas@yahoo.fr
M. Nanan DODO N'DEPO DIDACE Secrétaire Général Conseil Supérieur des Rois et Chefs Traditionnels de Côte d'Ivoire 23 BP 3206 Abidjan 23	Tél. : +225 05 74 88 22/ 07 85 20 27 Fax: + 225 23 52 05/06
Mme Prisca LEZOU Juriste / Coordination des jeunes	Email : Lezou_p@yahoo.fr
M.Diakalia OUATTARA Secrétaire général adjoint Forum National sur la Dette et la Pauvreté Côte d'Ivoire	Email: diakamad@yahoo.fr / fndp11@yahoo.fr Tel. : +225 07 08 95 23 / 22 47 50 54
Mme Salimata PORQUET Présidente OFEP – (Oraganisation des Femmes d'Eburnie pour la Paix) – FIFEM Immeuble « La Pyramide » Plateau 08 BP 1078 – Abidjan 08	Tél. : + 225 07 89 71 95 / 20 33 52 85 Fax : + 225 20 33 52 14 E-mail : fefeedes@yahoo.com / Fifem_ci@yahoo.fr
Nanan Kouadjo YEBOUA	Fax: + 225 23 52 05/06 ; +225 07 93 94 94
GAMBIA	
M. Fabarky KALLEH Secretary General Youth Ambassadors of Peace P.O. Box 3213, Serrekunda Gambia	Tél. : +220 99 22 592 Email: yapeace@hotmail.com kallehf@hotmail.com
Mme Fatou KINTEH National Coordinator FASE Project UNDP, UN House PO Box 553 Banjul	Tél.: (220)449 50 71 /74 Tél.: (220) 437 03 00 (Home) Fax: (220) 449 50 89 Email: ilo.gm@undp.gm Email: fatousk87@hotmail.com
GHANA	
Dr. Datey – KUMODZIE Hu-Yehweh Research PMB CT 225 ACCRA CANTOMENTS	Tél. : 233 20 82 13 948 Tél. : 233 28 70 30 235 Email: humanu22@yahoo.com

Mr. John ESHUN Correspondant CSAO PO Box CT 46 Cantonment Accra Ghana	
GUINÉE	
M. Jean Emmanuel DRAMOU Universite de Sonfonia – Conakry Departement Histoire option Histoire des Relations Internationales BP 3334 Conakry	Tél : + 224 60 33 14 89 / 224 60 59 20 33 Email : dramous1@yahoo.fr
Mme Madeleine THEA Député à Assemblée Nationale de Guinée Député au Parlement CEDEAO Vice-présidente de la Commission de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie et des Transports BP 414 Conakry	Tél. : + 224 30 45 51 15 / 60 33 23 13 /30 91 09 12 Port. : 224 60 11 26 20 64 / 44 43 24 Email : madthea@yahoo.fr
M. Cheik Tidiane TRAORE Honorable Député Conakry B.P. 1299	Tél. : (224) 60 54 13 27 Email : cheickimpex@caramail.com
Mme Jeanne WILKINSON Députée	Tél. : 224 60 26 22 56 / 30 41 13 76 Tél. : 224 30 41 13 76 Email : afberete@yahoo.com
GUINÉE BISSAU	
Mme Macaria BARAI Coordinatrice Citoyenne de Bonne Volonté R. Justino Lopes CP 660 – Bissau	Tél. : + 245 720 42 00 / 20 53 44 Fax : + 245 20 45 54 Email : mbarai@sofib.bissau.net ; macaria_barai@hotmail.com
M.Celestino CA Secrétaire exécutif du Réseau National des Associations Juvéniles RENAJ (Organisation de jeunes)	Mobile : (245) 720 43 80 / 723 09 09 Tél. (Rés) : (245) 20 46 44 Email : Rederenaj@hotmail.com ; sollos2001@yahoo.com
M.Mamadu JAO Instituto Nacional de Estudios e Pesquisa (INEP) Directeur Général CP 112 Bissau	Tél : (245) 25 18 67 / 722 50 34 / 666 28 74 Email : mamu_jao@hotmail.com Email : mamadu.jao@africamail.com

LIBERIA	
Pr. Joseph GUANNU Dir. Institution for peace and resolution	Tél: 2316 556 988 Email: jsayeguannu@yahoo.com Cuttingonuniversity@yahoo.com
M. Molley V. PAASEWE Director of Communication National Commission on Disarmament, Demobilisation, Rehabilitation & Reintegration (NCDDRR) 1st Street Jui Compound - Monrovia	Tél. : (231) 65 86 138 / 65 33 582 / 56 81 38 Email : ncddrriberia@yahoo.com ; mosesjarbo@yahoo.com
M. Sherman SEEQUEH Analyst Associate Carey Street Monrovia	Newspaper Editor Tél. : +231 6 562 911 Email : scs105us@yahoo.com
M. Rev Christofer W.TOE Secretary General Managing Coordinator Musunama, Inc P.O. Box 1063 ; Cedar Building Randall Street ; 1000 Monrovia	Tél. : +231 6 518 724 (cell) / 06 51 90 01 Email: musunamainc@yahoo.com rev_christoe@yahoo.com
MALI	
M. Pascal COULIBALY ancien ministre de la culture Anthropologue	Tel : 223 67 47 722 Email : pcouloubaly@yahoo.fr
M. Aguibou DIARRAH Direction Nationale des Frontières	
Mme Sira DIOP Membre du conseil de moderation et de sécurité de la CEDEAO	Tél. : 00 223 223 22 44 /Tél. : 00 223 678 43 01 Tél. : 00 223 222 43 09 Email: facM.@hotmail.com
Dr. Mariam Djibrilla MAIGA Vice Présidente Fédération des Réseaux de Femmes Africaines pour la Paix BP – E 1576 Bamako	Tél. : 223 686 887 77 Tél. : (223) 906 92 94 Email : conascipal7@yahoo.fr ; Email : mamanferfap10@yahoo.fr ; Email : foscaomali2@yahoo.fr ;
Mme Bintou SANANKOUA Collectif des Femmes du Mali (COFEM) BP 2309 Bamako	Tél. : +223 220 30 58 E-mail : bintou@afribone.net.ml
M. Safouné TOGO	Tél. : +223 696 47 15

Secrétaire Général du comité AEEM de l'université de Bamako Association des Elèves et Etudiants du Mali Magnambougou - Bamako BPE3206 Bamako	Fax : +223 223 55 63 Email : saftog500@yahoo.fr
Zeini MOULAYE Consultant Independant BP 2701 Bamako Mali	Tel: +223 220 70 61 Tel: +223 640 61 83(P)/+ 223 671 66 97 Email: zeinimonlaye@yahoo.fr
MAURITANIE	
M. Sid Ahmed Ould SALEK Représentant de la jeunesse mauritanienne	Email : saob19@yahoo.fr
M. Sao Abdoulaye SAMBA BP2155 AMDH (Association Mauritanienne des Droits de l'Homme) Nouakchott	Tél. : + 00 222 64 30 312 Email : sao_abdoulaye@yahoo.fr
NIGER	
M. Michel BOLUVI Journaliste Sud Communication BP 12952 NIAMEY	Phone: +227 98 20 50 Fax: +227 75 50 92 Email mboluvi@yahoo.fr
Mme Fatoumata Agnès DIAROUMEYE BEMBELLO Maillon Africain pour la Paix et le Développement – MAPADEV Niamey	Tél. : + 227 73 51 77 / 72 47 13 Email marie_keita@yahoo.fr ; mapadev@intnet.ne
Mme Amina Abdoulaye N'DIAYE Vice Coordinatrice régionale Plateforme paysanne du Niger (PFPN) Membre du ROPPA BP 160 Zinder	Tél. : + (227) 96 98 68 15 Email : amy_abdoulaye_ndiaye@yahoo.fr Email : pfp_niger@yahoo.fr
Professeur Djibo HAMANI Département d'histoire, Faculté des Lettres et Sciences Humaines- Université Abdou Moumouni, BP. 418, Niamey Niger Niamey	Tél: +227 96 96 34 47 Mob: 227 96 34 47 Email: djhamani@refer.ne
Mme Mariama KATAMBE CONGAFEN 53 rue YN 042 Quartier Yantala Commune 1 BP 11 400 Niamey	Tél. : + 227 96 89 82 81 /75 36 18 Fax : + 227 76 67 26 Email : mkatambe@yahoo.fr Email : congafen@intnet.ne

	Site Internet : www.delgi.ne/congafen
M.Idrissa LARABOU Jeune Défenseur de Droit de l'Homme B : 12859	Tél. : 227 73 22 61/ 97 32 47 Email : anddh@intnet.ne Email : idyline2005@yahoo.fr
NIGERIA	
Dr. Aliyu AHMED-HAMEED Nigerian Institute of International Affairs 13/15 Icofo Abayowi Road Victoria Island Lagos, Nigeria	Tel :+ 234 80 33 44 80 79 Email : aliahmedhameed@yahoo.co.uk
Pr. Anthony ASIWAJU	Tél. : 234 8025911592 Email : anthonyasiwaju@yahoo.com
Ms. Zainab MAINA President/Founder, Women for Peace Initiative Flat 6, Sky Memorial Complex Wuse Zone 5 Abuja, Nigeria	Tél. : + 234 9 413 93 15 / 80 331 41 331 Email: maina2000ng@yahoo.com
Mrs. Sylvia NZEKWU M35, Road 2, Victoria Garden City, Ajah Lagos	Tél. : +234 1 461 7161/803 402 30 27 Fax : +234 1 461 7161 Email : snzekwu@hotmail.com
Dr. M. L YESUFU PANAFSTRAG-NIGERIA PO Box 8401 AngloJos-Nigeria	Tél. : (243) 80 34 53 71 31 / 80 44 11 47 11/80 55 96 01 30 Tél.: (234) 73 281051 Email: lawyesufu@yahoo.com ; veteraninitiative2006@yahoo.co.uk
Dr Gani Joses YOROMS African Centre for Strategic research and Training, National War College, Herbert Macaulay Way (North) PMB 323 Abuja	Tél.: (234) 80 54 54 38 72 (Home) /804 56 98 32 27 Tél. : (234) 802 32 22 922 Tél. : (234) 234 9 234 76 06 Email: ganiyoroms@yahoo.com
SÉNÉGAL	
M. Pathé DIAGNE Politologue CEPAP Dakar	Tél. : (221) 820 03 55 Fax : (221) 825 65 33 Email : ptahramen@hotmail.com
M. Babacar Sedikh DIOUF	Tél: (221) 837 71 16 (dom)

Traditionniste	Email: babacarsedikhdiouf@yahoo.fr
Mme Rosalie Noël HABA BP 10021 Dakar	Tél : + 221 868 97 35 / + 221 401 75 38 Email : rosalienoel@yahoo.fr
M. Saliou KANDJI Historien africaniste ; ancien ambassadeur.	Email: fkandji@sentoosn
Mme Seynabou MALE Coordinatrice USOFORAL / CRSFPC BP 483 Ziguinchor	Tél. : (221) 654 40 69 / 991 56 46 (bureau) Tél. : (221) 991 16 27 /991 20 84 / 654 40 69 Email : naboumale@hotmail.com Email : noux@yahoo.fr
M. Madieye MBODJ Enseignant Directeur de Cabinet Ministère Relations avec les Institutions. Dakar, SENEGAL	Tel : + 221 54 41 830 Email : mmbooj@yahoo.fr
M.Mody NDIAYE Commissaire National au Programme Mouvement des Eclaireurs et Eclaireuses du Sénégal (EEDS) BP 86 Inspection Départementale de l'Education de Diourbel	Tél. : +221 640 87 37 Email : modyndiaye@netcourrier.com ; ckomsadaal@yahoo.fr ; modyndiaye3@hotmail.com
Professor. Babaly SALL Université de Saint Louis Saint-Louis Sénégal	Tél. : (221) 96 19 945/ 961 22 01 Email : bsall@refer.sn Email : sbabaly@hotmail.com
M. Alioune SOW Membre du Groupe des jeunes du Forum Ministre de la jeunesse SENEGAL	Tél. : 00 221 869 16 01 Secrétariat Fax : 00 221 864 08 70 Email : dioukaseydi@yahoo.fr
Mme Juliette Khady SOW Directrice Exécutive Institut d'Etudes Politiques et Stratégiques (IEPS/ WANSED 72, boulevard de la république BP23149 Dakar Ponty BP15 Gorée	Tél. : (221) 632 62 22 Tél. : (221) 889 13 92 Fax. : (221) 842 00 64 E-mail : jksow2002@yahoo.fr ; ieps@wansed.org
SIERRA LEONE	
Mr. Andrew R. C .CONTEH Assistant National Secretary	Tél: +232-22 85 68, +232 76 681 905 (mob) + 232-76 73 84 04

National Association of Farmers of Sierra Leone (NAFSL) 2 nd Floor, Old Agriculture Building PMB 103 Tower Hill, Freetown Sierra Leone	Email: meslamin@yahoo.com nafsl2000@yahoo.com claudeconteh@yahoo.com
M. Al Sankoh Conteh ISHMEAL 45 Fort Street Freetown – Sierra Leone President National Youth Coalition (NYC) Freetown, Sierra Leone	Tél : +232 030 23 54 71 Email : nationalyouthcoalition@yahoo.com
Ms. Blanche MACAULEY C/O Peace and Conflict Studies Fourah Bay College University of Sierra Leone	Tél. : + 232 33 25 28 67/ 76 604 716 Email : blanchemacauley@yahoo.com
Ms. Memunatu PRATT Chef de Département Peace and Conflict Studies University of Fourah Bay College Freetown	Tél : + 232 76 604 716 Email : mprattb@yahoo.com ; m.b.pratt@bradford.ac.uk
TCHAD	
Mlle Kirobo Kadja MBOGO Chargée de la promotion Féminine Centre d'Appui au Développement de la Jeunesse Tchadienne (CADEJET) BP 1740 N'Djaména Tchad	Tél. : (235) 623 39 46 Portable Email : ckmbogo@hotmail.com ; ckmbogo2001@yahoo.fr
Mme Elisabeth SOLKAM FORET/FAWE BP 1120 NDjaména - Tchad	Tél. Bur: (+ 235) 51 96 59 Tél. port. (+ 235) 629 58 99 / 629 83 82 / 640 14 15 Email : tetisolkam@yahoo.fr
TOGO	
Mme Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON WILDAF-West Africa BP 7755 Lomé	Tél. : (228) 222 26 79 Fax : (228) 222 73 90 Email : adjakafui@yahoo.fr Email : wildaf@cafe.tg
M. André Kangni AFANOU West Africa Youth Network	Tél. : 228 902 10 38 Email : andreotti@cooperation.net www.cooperationtogo.net/andre
M. Ayahi Togoata APEDO-AMAH Président de la LTDH	Tél. 228 251 63 16 /Port. 228 918 55 25 Email : ldth@tg.refer.org

Ligue Togolaise des Droits de l'Homme 527, Rue 77 Assahoun – Tokoin-Ouest BP 2302 Lomé BP 3340 Lomé Togo	Email togoata@yahoo.fr
M. N'Buéké Adovi GOEH-AKUE Syndicat de l'enseignement supérieur du Togo (SEST) 01 BP 544 Lomé	Tél. : (228) 909 78 74/225 02 91 Email : agoeh@tg.refer.org
M. Koffi TOUSSAH Réseau Africain de la Jeunesse B.P. 4522 Lomé	Tél. : (228) 900 41 35 / (228) 250 60 81 (dom) Tél. : (228) 222 62 62 Email : toussah@hotmail.com
II-CEDEAO	
Pr. Ali Nouhoun DIALLO Député CEDEAO	Tél. : 223 229 11 01 Cel. : 223 67 86 444
M.William KANYIRIGE Director of Executive Secretary's Office ECOWAS 60 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District P.M.B. 401 ABUJA	Tel : +234 9 314 76 42 Fax : + 234 9 314 30 05 Email : awinador@ecowas.int
M.Simon TARO Directeur par interim Centre de la jeunesse et des sports (CDJS) Ouagadougou – Burkina Faso	Email : tarosimon@yahoo.fr
III-INSTITUTIONS ET AGENCES INTERNATIONALES	
M. Georg CHARPENTIER Deputy Director United Nations Development Programme (UNDP) 01 BP 575 Ougadougou 01 Burkina Faso	Tel +41 22 917 8302 Email georg.charpentier@undp.org
Ms. Sylvia CONDE Chief Economist West Africa African Development Bank BP. 323 1002 Tunis Belvédère Tunisia	Tel +216 71 351 933 Fax + 216 71 332 210

Mme Aimee MENDY Association Industrielle Africaine - AIA	Tel : + 33 6 12 12 39 67 (Portable) Tel : + 33 1 41 38 45 77 (Bureau)
M. Felix Essou DANSOU Commissaire chargé du Dévelop. rural et de l'Environnement UEMOA 01 BP 543 Ouagadougou	Tel: +226 50 31 88 73 Email felix.dansou@uemoa.int
Mangone NIANG Directeur Union Africaine - CELHTO BP 878 Niamey Niger	Tel : + 227 20 73 54 14 Tel : + 227 96 98 31 77 (Portable) Email : mangore@intnet.ng
IV-MEMBRES DU GROUPE D'ORIENTATION DE PAYS (GOP)	
Ms. Birgit NIESSNER Desk Officer Austrian Development Cooperation Zelinkag.2 Vienna 1010m Austria	Email birgit.niessner@ada.gv.at
M.Jan RINZEMA First Secretary Royal Netherlands Embassy Burkina Faso Burkina Faso	Email Jan.Rinzema@minbuza.nl
M.Paul THOLEN First Secretary Royal Netherlands Embassy Burkina Faso Ouagadougou - Burkina Faso	Email paul.tholen@minbuza.nl
M.Renet VAN DE WAALS Head of Development Cooperation Royal Netherlands Embassy Burkina Faso Burkina Faso	Email renet-vander.waals@minbuza.nl
M. Carol VOYER Directeur de la planification stratégique et de la gestion des opérations en Afrique de l'Ouest et du Centre ACDI/CIDA 200, Promenade du Portage Gatineau, Que. K1A OG4	Tel : +1 819 997 0477 Fax : +1 819 953 5834 Email: carol_voyer@acdi-cida.gc.ca

<p>M.Raymond WEBER Directeur General Lux-Development 10, rue de la Grève B.P. 2273 L-1022 Luxembourg - Luxembourg</p>	<p>Tel +352 29 58 58 203 Fax +352 29 58 58 200 Email weber@lux-development.lu</p>
<p>V-CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST/ OCDE Le Seine Saint-Germain », Bâtiment A 4, Boulevard des Îles 92130 Issy-les-Moulineaux Franc</p>	<p><u>Adresse postale</u> : 2 rue André Pascal, 75016 Paris – France Fax : (331) 45 24 90 31 Site Internet : www.oecd.org/sah</p>
<p>M.Charles GOERENS Président Mathgeshof, Schieren L-9184 Luxembourg Luxembo</p>	<p>Tél : (352) 81 21 28 / (352) 021 295 611 Fax : (352) 81 64 18 Email : cgoerens@chd.lu</p>
<p>M. Normand LAUZON Directeur</p>	<p>Tél : (331) 45 24 90 13 Email : normand.lauzon@oecd.org</p>
<p>Ms. Sunhilt SCHUMACHER Directrice adjointe</p>	<p>Tel : +33 1 45 24 96 19 Email: sunhilt.schumacher@oecd.org</p>
<p>M. Laurent BOSSARD Responsable de l'Unité Développement local et Processus d'intégration régionale</p>	<p>Tel : +33(1 45 24 78 55 Email : Laurent.bossard@oecd.org</p>
<p>Ms. Patricia CARLSON Assistante du Directeur/ Administration</p>	<p>Tel: + 33 1 45 24 89 87 Email: patricia.carlson@oecd.org</p>
<p>M. Massaër DIALLO Chef Unité Gouvernance, Dynamiques des Conflits, Paix et Sécurité</p>	<p>Tel : (331) 45 24 96 28 / 637 97 45 Email : massaer.diallo@oecd.org; dialco@refer.sn</p>
<p>Mme Leslie DIAMOND Editrice/Traductrice</p>	<p>Tel : +33 1 45 24 82 79 Email: leslie.diamond@oecd.org</p>
<p>M. Franck IGUE Chargé de communication</p>	<p>Tel : +33 1 45 24 84 85 Email: franck.igue@oecd.org</p>
<p>Mme Lindy M. MULLER Manager, Administration, personnel et budget</p>	<p>Tel : +33 1 45 24 87 34 Email: lindy.muller@oecd.org</p>
<p>M. Christophe PERRET Macro-économiste / Unité Perspectives de développement à moyen et long terme Mme Gwénola POSSEME-RAGEAU Conseillère en Planification stratégique et Relations extérieures</p>	<p>Tel : +33 1 45 24 82 83 Email: christophe.perret@oecd.org Tel : +33 1 45 24 95 80 Email: gwenola.posseme-rageau@oecd.org</p>

Mme Jamila YAHI Assistante financière	Tel : +33 1 45 24 98 25 Email : jamila.yahi@oecd.org
M. Sibiri Jean ZOUNDI Chef Unité Transformation de l'agriculture et developpement durable	Tel: +(33-1) 45 24 19 82 Email : sibiriJean.zoundi@oecd.org